l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Mardi
1er février 1977

No 615

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

CHIRAC - GISCARD C'EST LA BAGARRE

Au cours de ces derniers jours, la bataille de cliques qui secoue les partis de la «majorité» vient de connaître de nouveaux développements.

Entre Chirac , chef des gaullistes du RPR et Giscard d'Estaing, chef des républicains indépendants et des centristes rien ne va plus, à tel point que l'on commence à parler sérieusement de crise du régime, le président de la République capitaliste ne disposant plus d'une majorité inconditionelle.

Chacun sait que les divergences entre Giscard et le principal parti de la «majorité» ne datent pas d'aujourd'hui . Dès son accession au pouvoir, il avait pour ambition de «giscardiser» l'UDR et comptait sur Chirac pour ce faire. Celui-ci avait ses propres ambitions et représentait déjà une politique différente.

Aujourd'hui de coup bas en coups bas, leur querelle a éclaté au grand jour avec une ampleur qu'on aurait eu du mal à imaginer me lors de la démission de Chirac de ses fonctions de Premier Ministre.

Aujourd'hui Chirac vient de publier la correspondance qu'il a eue avec Raymond Barre chargé par Giscard de le faire renoncer à Paris.

L'Élysée annule maintenant la rencontre prévue avec Chirac. Le gouvernement se trouve divisé en deux clans, les ministres RPR appelant à voter Chirac contre leur «collègue» d'Ornano, tandis que les attaques lancées de part et d'autre se font de plus en plus acerbes.

Bref, bien des choses démontrent que la campagne électorale en cours dépasse largement son cadre municipal. D'ailleurs dans les milieux des politiciens bourgeois le bruit d'élections législatives anticipées continue d'être pris très au sérieux, d'autant plus que c'est un but que s'est fixé Chirac.

De son côté, la prétendue «Union de la gauche» est divisée sur l'appréciation d'une situation qu'elle a suscitée.

Quant à la classe ouvrière et aux masses populaires elles ne peuvent que se réjouir d'une situation où les différents partis bourgeois de la majorité et de l'opposition s'entre-déchirent. En même temps, il est nécessaire de chercher à comprendre ce qui divise la bourgeoisie pour ne pas se laisser abuser pas les propos trompeurs des uns et des autres mais pour au contraire tirer pleinement parti de ces divisions.

(Suite p.3)

Maroc

LIBERTE POUR LES INCULPES DE CASABLANCA

Samedi 29 janvier, à Paris, se tenait une réunion publique de soutien aux inculpés de Casablanca (Maroc), organisée par les comités de lutte contre la répression au Maroc.

Au cours des interventions, il a été tout d'abord rappelé les conditions de l'arrestation (plutôt de *l'enlèvement* pour la plupart d'entre eux) de 240 militants marxistes-léninistes, de novembre 1974 jusqu'à ces derniers mois. Actuellement 177 sont inculpés : 137 détenus, 39 sont inculpés par contumace (ayant pu se soustraire à la police) et un en liberté provisoire.

102 autres ont été relâchés, essentiellement suite à une grève de la faim de 15 jours de tous les détenus. Mais tous ont été en détention «provisoire» pendant des périodes variant de trois semaines à plus de quinze mois (au lieu de 48 h – pouvant être repoussées de 24 h – comme l'indique la loi marocaine !), avec les yeux bandés et les mains liées, sans aucun contact avec leurs familles et leurs avocats.

La plupart ont été torturés, de façon si atroce que pour beaucoup les séquelles sont irréversibles ; Abdellatif Zéroual est mort sous la torture.

L'instruction n'a commencé que durant l'été 1976. Le procès a commencé début janvier 1977, étant constamment repoussé. Maitre Baudelot – avocat – a assisté en tant qu'observateur à l'audience du 25 janvier. Il a apporté de nombreux témoignages sur son déroulement, qu'il a lui-même qualifié de *monstrueux*. Parmi la multitude d'exemples, citons la violation systématique des droits les plus élémentaires de la défense, des inculpés bien sûr mais aussi des avocats eux-mêmes.

Le «président» du tribunal refuse de lire l'acte d'accusation, reprenant ainsi à son compte l'ignoble déclaration d'Hassan II : «Pour ce qui est des prisonniers politiques, il n'y en pas chez nous. Il y a des prisonniers d'éthique. (...). Un homme qui sort de la loi n'est plus un prisonnier politique. (...). Mais ceux-là ne sont pas des prisonniers politiques, ils sont des hors-la-loi»*

A signaler qu'il s'agit du onzième procès politique en moins de 6 mois !

Tous les éléments recueillis prouvent que ce qui est reproché aux inculpés c'est UNIQUEMENT leurs opinions politiques. Les «pièces à conviction» ? Des tracts, des machines à écrire, des ronéos.

* Déclaration du 21 novembre 1976 à Europe No 1

(suite p. 2)

LE 2e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE DE BELGIQUE S'EST TENU AVEC SUCCES

Dans un communiqué de presse le Parti Communiste Marxiste-léniniste de Belgique annonce :

«Le deuxième Congrès du Parti Communiste Marxiste-léniniste de Belgique s'est déroulé avec succès les 22 et 23 janvier 1977.»

Le communiqué signale que :

«Le Congrès à été déclaré ouvert le samedi 22 janvier à 9h 30. A ce moment sont apparus sur un écran les portraits des grands théoriciens et praticiens du communiste Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsétoung. Un hommage émouvant a été rendu à la mémoire du Président Mao, le plus grand marxiste-léniniste de notre époque. Cet hommage a mis en lumière non seulement la longue vie remarquable du dirigeant de la révolution chinoise mais aussi le prodigieux enrichissement théorique qu'il a apporté à la science de la révolution, à tel point qu'à notre époque, il faut parler de trois éléments étroitement liés et procédant l'un de l'autre: le marxisme , le léninisme, la pensée-mao-tsétoung.»

Le communiqué indique qu'après la présentation du rapport politique par le secrétaire politique du parti:

«Des interventions, toutes soigneusement préparées et d'un riche contenu, ont illustré et complété chaque point des thèses : des intervenants ont tiré les leçons précieuses de la lutte contre la clique scissionniste notamment du point de vue idéologique et organisationnel, d'autres ont fait un apport marquant sur la liaison du combat pour l'indépendance nationale et du combat pour la révolution prolétarienne; d'autres ont examiné les duperies révisionnistes et réformistes sur les réformes de structure, les nationalisations et la théorie de l'Etat; d'autres ont analysé la politique des monopoles capitalistes et la marche au capitalisme monopoliste d'État au niveau de leur région ou d'entreprises typiques de Belgique; d'autres ont parié de l'expérience des luttes passées au service des luttes d'aujourd'hui'; des interventions ont également concerné la presse et son contenu, la crise générale du régime, la pratique du front uni, la hausse des prix, le chômage, les organisations de masse et plus particulièrement les Comités de Lutte Syndicale, etc.

Le Congrès a alors mis au point les thèses du Parti.

Celles-ci concernent principalement l'analyse de l'impérialisme, la crise, la lutte contre les deux superpuissances, l'État et la révolution, la construction et l'édification du Parti. Les propositions d'amendements ont été examinées, discutées en profondeur et la plupart ont été adoptées. Le même travail a été accompli pour les nouveaux statuts.

Le Deuxième Congrès a alors adopté à l'unanimité le rapport politique. Il en a été de même pour les thèses et les statuts».

(Lire page 2 le message aux partis communistes marxistes-léninistes du monde entier.)

le monde en marche

Qui est derrière Carter ?

Ainsi que nous l'avons maintes fois dit, la présente administration américaine n'offre aucune caractéristique fondamentalement différente de la précédente administration.

Bien sûr, Carter est parvenu à la Maison Blanche dans une période très difficile pour l'économie américaine. Le chômage y atteint des niveaux record, jamais vus depuis la grande crise de 1929. La classe ouvrière devient plus combative, son niveau de conscience s'élève ; et de plus, le contexte international, largement favorable aux peuples et pays du tiers monde, est défavorable à la superpuissance US : cinglante défaite au Vietnam, Cambodge et Laos, revers dans de nombreuses autres parties du monde, consolidation de l'unité des pays du tiers monde contre l'impérialisme, l'hégémonisme et toute tentative d'immixtion dans leurs affaires de la part des deux superpuissances.

De grands développements également dans la lutte anticoloniale des peuples portoricains et panaméens. Bref, tout un contexte favorable aux peuples et défavorable à l'impérialisme.

Face à cela, toute la démagogie de Carter et de son équipe est donc concentrée sur les problèmes économiques et sociaux, réduction du nombre de chômeurs, attitude soi-disant plus libérale vis-à-vis de Panama, attention apparemment accrue portée aux problèmes brûlants du racisme, de la ségrégation raciale, de la ségrégation scolaire.

Quant à la politique extérieure, elle reste principalement dominée par les tactiques à adopter vis-à-vis de la détente, vis-à-vis du rival impérialiste qu'est l'URSS.

C'est donc sous un visage de «libéral» que l'ensemble de la presse bourgeoise, de l'Aurore à l'Humanité, a dépeint Carter.

Qu'en est-il en réalité ?

L'équipe dont il s'entoure comporte des personnages parmi les représentants les plus réactionnaires des trusts US. Le journal de la Ligue Octobre «The Call» consacre un long article, dans son dernier numéro, à l'analyse de la nouvelle équipe dirigeante. Il déclare entre autre que Griffin Bell, nommé au poste de juge fédéral (sorte de Garde des Sceaux) est partisan acharné de la ségrégation scolaire, nostalgique de la guerre de Sécession. En tant que membre d'un conseil de juges en 1971, statuant sur les questions de ségrégation scolaire, Bell le «modéré» fit passer des vétos sur l'énorme majorité des propositions pour l'intégration scolaire (plans de «busing»).

Il se distingua, auparavant, en menant une opposition farouche contre la nomination du légiste noir Bond à la Cour de Géorgie. Bond était membre du «Comité de coordination des étudiants non-violents», organisation ayant joué un rôle progressiste dans la lutte des Afro-américains, et qui avait appelé les noirs à refuser de partir se battre au Vietnam.

Mais Bell est surtout le principal avocat de la firme Coca-cola, supertrust qui a, comme on le sait, des ramifications dans le monde entier y compris en Union soviétique.

Une autre figure révélatrice du Cabinet Carter est Patricia Harris, secrétaire d'État pour le logement et les développements urbains. Elle est non seulement une des responsables de la firme IBM mais siège au Comité directeur de la Chase Manhattan Bank. Bell et Harris ne sont pas les seuls à avoir des liens aussi étroits avec Coca cola et IBM. De nombreux autres membres du Cabinet ont des relations plus ou moins officielles et ouvertes avec ces trusts.

L'accession d'un Noir au poste de représentant américain à l'ONU, l'apparition de femmes dans le gouvernement, les changements à la tête du FBI et de la CIA sont autant de bluffs de la part de la nouvelle administration. Carter espère peut-être qu'un porte-parole noir à l'ONU vendra plus facilement la camelote impérialiste US aux peuples du tiers monde. Il espère peut-être que la présence de femmes dans l'administration fera oublier les taux de chômage énorme dont souffrent les travailleuses américaines.

Si oui, il se trompe. Son plan de lutte contre le chômage et la crise économique, c'est à Freddie Ray Marshall qu'il l'a confié. Ce dernier, sorte de Barre américain, est en relation avec les bureaucrates syndicaux de l'AFLCIO et le groupe Rockefeller ; et parmi ses premières mesures se trouve le blocage des salaires des travailleurs...

Voilà ce qui fait dire aux organes de presse bourgeois que l'administration Carter est plus libérale que la précédente !

En fait, derrière cette administration se trouve la Commission trilatérale, créée en 1973 par David Rockefeller et dirigée jusqu'en 1973 par Brzezinski, aujourd'hui conseiller sur la sécurité nationale ; et les principaux trusts économiques et financiers actifs dans le soutien à Carter sont : la Chase Manhattan Bank, la Bank of America, Coca cola, IBM, Dupont (grand trust financier), Bendix, Exxon, etc.

L'hebdomadaire marxiste-léniniste américain conclut : «Cela ne fait que révéler ce qui devient de plus en plus évident à beaucoup de gens tous les jours. L'administration Carter est un gang de représentants des plus grandes banques et corporations US.

»Malgré son masque «progressiste», elle représente une partie de l'impérialisme le plus réactionnaire, prêt à accentuer la ségrégation raciale et les attaques sur la classe ouvrière et les minorités nationales.

»Elle est déterminée... à défendre le capitalisme monopoliste de par le monde et à s'engager dans une nouvelle guerre mondiale avec l'URSS pour la défense de ses intérêts.».

Michel Bataille

Maroc

LIBERTE POUR LES INCULPES DE CASABLANCA

(suite de la p.une)

C'est cela que le «Tribunal» appelle «atteinte à la sûreté de l'État». Pour cela les peines encourues peuvent aller jusqu'à la réclusion perpétuelle.

Comme nous l'avons dit dans nos colonnes, les inculpés font preuve d'un courage exemplaire, ne craignant ni la torture ni la mort.

Des messages de soutien ont été envoyés à la réunion des comités de lutte. Il s'agit notamment de l'organisation marxiste-léniniste tunisienne «El Amel Tounsi», qui a souligné la lutte commune des peuples tunisien et marocain ; de la section française d'Amnesty International ; du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui concluait ainsi : «Les Communistes marxistes-méninistes de France n'oublient pas les luttes menées en commun par le peuple marocain, la classe ouvrière et le peuple de France contre l'impérialisme français au moment de la guerre du Rif, ils n'oublientpas l'aide inestimable qu'a apportée le peuple marocain au peuple de France.

»Ils s'engagent à lutter toujours plus pour exprimer la solidarité de la classe ouvrière de France avec le peuple marocain frère et les héroïques inculpés de Casablanca».

La réunion s'est terminée par la représentation (partielle) d'une pièce de théâtre ainsi qu'un montage-diapositive, sur les luttes du peuple marocain.

Le «jugement» devrait être rendu dans les jours qui viennent. Il est nécessaire de faire connaitre le plus largement possible le procès de Casablanca, (d'autres vont suivre), que s'amplifient les protestations contre l'assassinat par la torture d'Abdellatif Zéroual qu'Hassan a toujours voulu cacher, les protestations contre ce procès truqué, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques.

Message du 2e Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique :

A tous les partis et organisations marxistes-léninistes du monde entier

Chers camarades,

Le deuxième Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, réuni les 22 et 23 janvier 77, vous adresse ses salutations révolutionnaires.

Le Mouvement Communiste international est puissant et invincible. Certains partis sont déjà d'anciens partis glorieux, ayant mené et menant d'ardentes luttes de classe – certaines armées – à la tête des masses populaires de leur pays.

Certains partis sont des partis nouveaux que des militants fidèles au marxisme-léninisme ont reconstruit quand la subversion révisionniste a pénétré de vieux partis et les a détruits en tant que partis prolétariens. Mais dans ce cas, suivant les conditions objectives et subjectives, les résultats sont inégaux : certains partis sont déjà de grands partis, impulsant les luttes de masse, parfois ayant constitué une Armée populaire ; d'autres sont encore de petits partis faibles et inexpérimentés.

Mais tous les partis et organisations marxistes-léninistes sont égaux : il n'y a aucune hiérarchie entre eux et ils ne tolèrent aucune immixtion quelle qu'elle soit. Ce qui est essentiel, c'est la justesse de la ligne. L'expérience du Mouvement Communiste international montre que de grands partis, inévitablement s'effondrent et dégénèrent s'ils ont une ligne fausse tandis qu'inévitablement de petits partis progresseront et remporteront la victoire s'ils ont une ligne juste. C'est dans les grandes batailles de classe, que la ligne juste se forme et triomphe par l'application aux conditions concrètes de nos pays respectifs des enseignements universels du marxisme, du léninisme, de la pensée maotsétoung.

L'expérience du Mouvement Communiste international montre aussi qu'il n'est pas de victoire possible sans une lutte de tous les instants contre le révisionnisme, sans un renforcement idéologique constant, sans une ferme lutte entre les deux lignes menée pour que la ligne prolétarienne triomphe de la ligne bourgeoise.

Nous sommes des partis et organisations révolutionnaires prolétariens et nous devons mener les masses à la révolution. Mais l'analyse de la situation internationale montre que les facteurs de guerre et les facteurs de la révolution croissent en même temps. Les deux superpuissances, le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain rivalisent ; leur rivalité s'exacerbe et aboutira un jour ou l'autre à une nouvelle guerre mondiale. Le social-impérialisme soviétique, impérialisme montant, revendique un nouveau partage du monde et il est devenu le plus grand foyer de guerre dans le monde.

Dans cette situation, l'analyse des trois mondes par le président Mao constitue un apport capital à la théorie du prolétariat révolutionnaire car elle permet de répondre correctement à la question capitale : qui sont nos amis, qui sont nos ennemis ?

Dans ce combat, le tiers monde est la force décisive. Nos partis luttent contre les deux superpuissances et pour cela, dans le second monde, ils visent à unir les peuples et les pays du second monde aux peuples et aux pays du tiers monde.

Ils luttent pour l'indépendance nationale parce qu'elle est nécessaire à la révolution socialiste. Notre combat pour l'indépendance nationale n'exclut pas le combat pour la révolution prolétarienne ; il en est partie intégrante.

Notre Parti est fermement attaché à l'internationalisme prolétarien. Aussi nous mettrons tout en œuvre pour renforcer les liens d'amitié et de solidarité internationalistes, pour renforcer l'unité idéologique et l'unité d'action entre partis et organisations marxistes-léninistes de chaque pays.

Vive le marxisme-léninisme, la pensée maotsétoung !

Vive le Mouvement Communiste international !

Le deuxième Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique

nouvelles intérieures

Griffet (Marseille)

MAURICE GENOYER SE DEMASQUE

Maurice Génoyer est un «patron moderne» qui sait faire parler de lui et faire sa propre publicité. Ce politicien carriériste, ancien membre du Parti radical (du temps de Mendès-France), du PSU (avec Mendès encore), candidat sur les listes de Defferre aux dernières élections municipales, puis appelant à voter Giscard aux présidentielles, aujourd'hui candidat sur les listes «socialistes» de Defferre encore une fois aux prochaines municipales, PDG de la «Phocéenne de métallurgie» (une entreprise qu'il a créée lui-même et développée lui-même), une des plus importantes entreprises de la région marseillaise, PDG également d'autres entreprises, propriétaire de deux grands magazines régionaux, etc.... veut se faire passer pour un patron «pas comme les autres», il a fait sienne la devise électorale «lutter contre l'inflation c'est bien, créer des emplois dans la région c'est mieux».

Ce patron « pas comme les autres» vient de se démasquer à Griffet : lors de la prise en main de la société par M. Génoyer en septembre, celui-ci avait promis dans le protocole d'accord l'embauche de 85 personnes avant la fin des stages de formation (prévue pour le 20 janvier, mais qu'il avait promis de prolonger jsuqu'au 31 janvier). Il s'était engagé de plus à reprendre l'usine avec prioritairement les anciens employés de l'entreprise.

Aujourd'hui, il n'y a effectivement que 52 anciens de Griffet qui ont été réembauchés. Les stages de formation se sont terminés, malgré les promesses de la direction , le 19 janvier, tous les travailleurs se sont vus demander par Génoyer de s'inscrire au chômage et de venir travailler dans l'entreprise sans être payés par celle-ci.

En effet, aucun des travailleurs de Griffet, que ce soit en formation professionnelle ou bien ceux travaillant dans l'entrep' depuis septembre, ne se sont fait payer par la nouvelle Société des Engins Griffet mais par l'AFSEM (Société de formation professionnelle). Cela signifie qu' aucun des travailleurs n'est officiellement réembauché, qu'en cas de maladie ou d'accident du travail, ils ne seront plus payés à 100 % mais «indemnisés» par la Sécurité sociale (3 F à 5 F par jour). Les travailleurs en stage de formation sont aujourd'hui menacés une fois de plus de chômage. 60 stagiaires (anciens travailleurs de Griffet en formation) ne seraient pas repris par la nouvelle société.

Si certains se faisaient encore des illusions sur son compte, ils ont dû les perdre aujourd'hui. Gageons que les travailleurs de Griffet n'ont pas fini de faire parler d'eux et qu'ils sauront faire céder le «patron pas comme les autres».

CHIRAC - GISCARD C'EST LA BAGARRE

La grande question qui ne cesse de diviser la bourgeoisie depuis quelques années , la grande question sur la base de laquelle de nouveaux regroupements politiques ont eu lieu ou vont avoir lieu, cette grande question est directement liée au problème de la lutte contre la révolution prolétarienne. Le pfintemps révolutionnaire de Mai 68 a convaincu une partie de la bourgeoisie du rôle important du parti révisionniste comme ultime rempart de la dictature bourgeoise au sein des masses.

C'est convaincu de cette réalité, que François Mitterand, balayé, on s'en souvient par la tempête de mai-juin 68 a signé le «Programme commun», un programme démagogique et mensonger , un programme de conciliation avec le social-impérialisme, un programme sur la base duquel les dirigeantsrévisionnistespourraient se couler dans des tauteuils ministériels. Progressivement, la crise économique et le mécontentement des masses aidant l'«Union de la Gauche», à gagner l'appui de personnalités polotiques réactionnaires bon teint nullement effrayés par l'étiquette de «communiste» de leurs alliés (et pour cause !) tel le gaulliste bien connu Charbonnel.

Devant les progrès de l'«Union de la gauche», la «majorité» se devait de réagir.

Confiant dans l'habileté de François Mitterand, Giscard d'Estaing a comme idée fixe de «casser» l'Union de la gauche, ce qui explique les appels du pieds incessants qu'il fait au parti socialiste. Tout au contraire, Chirac prend pour cible principal le Parti socialiste et n'admet pas un instant contrairement à Giscard d'Estaing une éventuelle participation de l'«Union de la Gauche au gouvernement.

Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que la clique révisionniste de Georges Marchais s'évertue à nier toute contradiction au sein de la «majorité» pour la bonne raison que les reconnaître serait reconaître les préparatifs en vue de nouveaux regroupements en cours : à l'issue de ceux-ci, socialistes et centristes constituraient la nouvelle majorité bourgeoise. Les nouvelles lois électorales préparées par le gouvernement aideraient à l'opération à la grande colère du RPR.

A Paris précisément le gouvernement, c'est-à-dire Giscard avait entrepris ce qu'ils appellent la «dératisation», c'est-à-dire l'élimination des conseillers gaullistes.

Tout cela montre que les contradictions d'intérêt au sein de la bourgeoisie monopoliste sont très aigües et que face à l'esprit révolutionnaire des masses elles est divisée sur la solution à employer.

Cela est le signe d'une situation excellente pleine de promesses si l'on ne se met pas à la remorque d'une clique bourgeoise quelconque et notamment se l'on ne nourrit pas la moindre illusion sur la prétendue «Union de la gauche».

RENNES

Meeting de l'Humanité Rouge
Vendredi 4 février 1977
à 20h30 salle de la Cité
rue, St Louis - Rennes

Pourquoi les communistes marxistes léninistes disent :
Ni plan Barre, ni programme commun

Manifestation à Djibouti

Une manifestation de plusieurs centaines de personnes a eu lieu dimanche à Djibouti à l'appel du Mouvement Populaire de Libération. La Gendarmerie des colonialistes français a chargé sauvagement les manifestants suscitant la légitime colère et riposte des manifestants.

Ceux-ci s'étaient rassemblés pour dénoncer la conférence de Paris organisée par le colonialisme français et ses agents et qui devrait se tenir à Paris en février. Les manifestants réclamaient une conférence organisée par l'Organisation de l'Unité Africaine dans un pays neutre, la France ne pouvant être juge et partie.

POURSUITE DE LA GREVE AU CENTRE DE TRI DE CREIL

Le syndicat CFDT des PTT précise vendredi que les agents du centre de tri de Creil sont en grève depuis le 21 janvier pour protester contre le licenciement de 7 auxiliaires et les menaces qui pèseraient sur l'emploi de 13 autres non-titulaires.

D'après la CFDT le manque d'effectifs aurait empêché le centre de Creil de procéder au traitement d'une partie du courrier qui devait lui être affecté en janvier. De plus, poursuit un communiqué syndical, un contingentement d'heures supplémentaires «équivalent à 9 emplois» a dû être accordé pour écouler normalement le trafic de janvier.

MEETING DE SOUTIEN AUX BASQUES

La Roche sur Yon, 29 janvier, un important meeting organisé pour le soutien aux Basques assignés à résidence à l'île d'Yeu (Vendée), s'est déroulé vendredi soir à la Roche sur Yon, en présence de plusieurs centaines de personnes.

GREVE DANS LES TRANSPORTS A NANCY

Le personnel de la compagnie Générale Française de Transport et d'Entreprise de Nancy a cessé le travail vendredi pour protester contre la décision de la direction de limiter à 3,5 % l'augmentation de la masse salariale pour 1977.

GREVE AUX FORGES DE BASSE-INDRE (LOIRE ATLANTIQUE)

Les employés des Forges de Basse-Indre près de Nantes (L.A.) se sont mis en grève vendredi .

Les revendications portent sur l'application des classifications .

A propos de l'impérialisme français

Un appelé nous écrit

Il y a quelque temps déjà, un Comité de soldats s'est créé au 41e RI de la Lande d'ouée (Ile et Vilaine). Ou plutôt il serait préférable de dire que ce comité a connu un renouveau. Il y a effectivement eu un comité de soldats qui a tenu peu de temps, à cause du manque d'expérience des soldats qui en faisaient partie, à cause de l'isolement géographique (25 kilomètres de Rennes, en pleine campagne), à cause aussi de l'isolement de ce comité face aux autres comités français.

Courant 76, le 41e RI est passé de la DOT (défense opérationnelle du territoire) à la 9e DIMA (division d'infanterie de Marine) ce qui lui a valu de participer, entre autre, au projet de croisade pour le Liban.

Le contingent 76-08 a eu l'insigne «honneur» de compter des volontaires conscients, une immense majorité d'inconscients pour partir à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

Nos efforts furent pratiquement vains, la Compagnie de «volontaires» est partie à la mi-décembre pour aider à exploiter nos frères Canaques.

C'est justement sur une base anti-impérialiste que notre comité s'est créé.

Depuis les problèmes les plus importants sont évoqués, des tracts sont distribués dans la caserne (discrètement !), à la gare de Rennes, dans les trains, malgré la présence des Renseignements généraux, de la Police militaire, malgré la présence de la Sécurité militaire tous les jours à l'intérieur du camp.

Nous savons que ce que nous faisons est dangereux, mais nous savons également que notre rôle est très important, vis-à-vis des gens qui font leur service militaire actuellement, ainsi que de ceux qui le feront dans l'avenir.

Nous devons encore renforcer notre lutte : refusons de partir en Outre-mer, de faire les gendarmes des peuples locaux, et ouvrons les yeux du contingent sur ce danger.

Nous ne voulons pas être des pantins dans les mains des patrons et de leurs serviteurs, les «rampouilles».

Un appelé

EXTRAITS

La direction départementale du travail autorise les licenciements chez «Eyquem» à Chazelles-sur-Lyon (Loire)

La direction du travail de la Loire a accepté 64 licenciements à la société des bougies «Eyquem» à Chazelles-sur-Lyon (Loire) sur les 90 demandes par la direction. Après le refus de l'Inspection du travail, le 6 janvier dernier, d'autoriser ces licenciements, la direction avait menacé de déposer le bilan si elle n'obtenait pas satisfaction. Pour 5 représentants du personnel, dont le licenciement a été refusé, la direction de la société a décidé de faire appel auprès du Ministre du travail.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom . . . . . **Prénom** . . . . . .
Adresse . . . . . .
Signature . . . . . .

*** Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.**

la France des luttes

La restructuration capitaliste va à grande allure dans l'industrie du papier-carton

Cette restructuration a connu trois grandes phases :

– En 1970, on assiste à un certain nombre de regroupements justifiés par les patrons au nom de la mise en commun indispensable des moyens d'investissements et de la spécialisation nécessaire par type de production.

– de juin 73 à début 74 : les usines tournent à plein rendement. Mais bien loin de faire profiter les travailleurs de cette période de «vaches grasses», le patronat accentue son exploitation. Bien sûr, on ne parle pas de licenciements, mais on ne remplace pas les partants et on fait appel à l'intérim pour les postes les moins qualifiés.

– A partir de fin 74, brusque effondrement des commandes.

Voici ce que dit de la situation, la Fédération générale Services Livre CFDT :

«A présent, les patrons n'ont que le mot «crise» à la bouche. Sous son couvert, il va s'agir en fait de réorganiser la production dans chaque usine, «rentabiliser» chaque entreprise : il est nécessaire pour les patrons de concentrer la production sur les machines les plus productives, l'évolution de ces dernières (vitesse plus grande qui exige une plus grande quantité de papier produite nécessite leur automatisation avec la mise en place de systèmes de mesures automatiques et de régulation par ordinateur) et la déqualification massi qui en résulte ne sont perçues par eux que comme un moyen d'accroitre leurs profits.

»Pour cela il leur faut briser les équipes ouvrières, instaurer la mobilité des travailleurs, organiser la polyvalence et toutes formes de mutations, réduire les effectifs (arrêt de l'embauche, mises en pré-retraites, licenciements...) et accélérer le passage des usines au travail non-stop.

»Pour les travailleurs le progrès technique se traduit encore par le chômage et une aggravation des conditions de travail et de vie. Comme le disent les camarades des Papeteries de Mandeure (25) :

«L'atelier de triage a été supprimé ; sur les 15 femmes qui y travaillaient il n'en reste plus que 3. L'effectif de la papeterie fond comme neige au soleil ; il y a vingt ans, cette usine faisait vivre 150 salariés, aujourd'hui, nous ne sommes plus que 64, maitrise et direction comprises et la production a dans le même temps plus que doublé.

»On est tenté de se demander à qui profite le progrès ? Très peu aux ouvriers, beaucoup au patrons».

Derrière toutes ces manœuvres, trois grands seigneurs de la guerre : Jacques de Fouchier du groupe Paribas, Roger Martin de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et Dominique de la Martinière de l'IDI (Institut du Développement Industriel).

Ils se sont mis d'accord sur le sort de 150 000 travailleurs. Leur ambition, constituter un regroupement géant avec Aussedat Rey, La Cellulose du Pin, la Chapelle Darblay, Condat, La Rochette Cenpa et le groupement européen de la Cellulose.

Leur grand problème : faudra-t-il faire un ou deux groupes ?

«Personne ne sera épargné :

– les petites et moyennes entreprises qui ne pourront pas s'adapter aux nouvelles nécessités du marché imposées par les grands devront fermer leurs portes : licenciement des travailleurs.

– quant à celles que le capital financier aura intérêt à maintenir en vie afin de se servir d'elles comme entreprises de sous-traitance, les travailleurs qui y sont employés deviendront de fait des intérimaires.

»Le grand capital veut décider de l'avenir de toute une industrie et aussi de sa dépendance encore plus grande à l'égard du capitalisme étranger pour son approvisionnement en papier (le papier journal en particulier). Le déficit de la balance commerciale de la branche est au 2e rang au niveau national derrière le pétrole et les importations ne cessent de croitre pourtant avec plus de 51 % pour les 9 premiers mois de l'année 76.»

LA SITUATION ACTUELLE

	Nombre travailleurs	Fermeture	Licenciements réalisés	Licenciements prévus
Groupe Bollore				
Usines d'Odet et Cascadec (Finistère)	1 000			200
Chapelle Darblay à Essonne (91)	606	?	435	250
Molnylcke à Boulogne S/Mer (Pas de Calais)	250			45
Papeteries de la Seine à Nanterre (92)	865	?		200
Aussedat Rey à Cran (Hte-Savoie	375	?		113
Centre technique du Papier à Grenoble (Isère)	200			65
Zig-Zag (Hte-Savoie)	320		Chômage partiel	
Gec à St Gaudens (Hte-Garonne)	650		menaces	
Maresquel (Pas de Calais)	500		chômage partiel	
Papeterie du Pont de Lignon (Hte-Loire)	65		10	?
Trentesaux-Toulemonde (Nord)				60
Beghin à Corbehem (Pas de Calais)	2 500			50
Comarfa (93)				68
Papiers peints Leroy à Ponthierry (Seine et Marne)	600			130
et Watrelos (Nord)	90			20
Beautiran	74		X	
Renage (Isère)	200		X	
Lourdelet (92)	204		X	

Cette liste, déjà significative, est incomplète : que nos lecteurs nous aident à la tenir à jour.

La riposte des travailleurs

Elle a été quasi-spontanée à peu près partout où il y a eu licenciement : débrayages, grèves avec occupation se sont succédées à la mesure même de l'offensive patronale. Seulement ce type de riposte, ponctuelle, très localisée, peu préparée, s'est toujours à plus ou moins long terme, soldé par un échec.

De ceci, le nombre des travailleurs qui en sont conscients s'est accru rapidement. D'où le ***besoin de plus en plus clairement exprimé d'une coordination des luttes*** à l'échelle nationale.

Si cette coordination est impulsée par une organisation syndicale, les travailleurs crieront bravo et leur combativité en sera fortifiée.

Seulement jusqu'ici que leur propose-t-on ?

Ils ne croient plus aux journées nationales bidons, sans lendemain, journées-enterrements des luttes et non de lancement d'une bagarre totale sur tout le secteur ; ils ne croient plus aux motions et pétitions rituelles ; ils renâclent de plus en plus devant les promesses électorales. Ils sont par contre de plus en plus convaincus que la seule solution résidera dans la destruction totale du système. Et que cette destruction passera par un affrontement violent contre ceux qui en profitent ou veulent en profiter.

Un travailleur marxiste-léniniste du papier-carton

Menaces de fermeture des mines de fer de Segré

La crise de la sidérurgie fait sentir ses effets dans notre région : le «Segréen» (dans le Maine-et-Loire).

Les mines de fer sont des filiales d'Usinor, elle-même filiale de «Denain, Nord-Est, Longwy».

Les mines de fer de Segré ne représentent que o,7 % de la production totale du tonnage d'extraction nécessaire à l'industrie sidérurgique.

Dès 1963, les mines sont jugées peu rentables par les capitalistes français qui préfèrent le minerai venant de Mauritanie et surtout du Brésil (14 F la tonne transportée, alors que par tonne le seul voyage de Segré dans l'Est de la France coûte 30 F).

Entre 1963 et 1973, il y a 4 jours par mois de chômage. En 1976, 60 suppressions d'emploi sur 300 mineurs ; avec le chômage partiel les horaires sont abaissés à 32 h. Les réactions syndicales sont quasi-inexistantes.

En 1977, 39 licenciements sont prévus, camouflés en départs volontaires, pré-retraitre, mise à la retraite anticipée pour fort taux de silicose alors que jusqu'à maintenant l'on essayait de camoufler avec l'aide de la médecine du travail cet état de fait.

Aujourd'hui, c'est l'existence même des mines qui est remise en cause, et à court- terme c'est 250 licenciements qui arriveront.

Dans une région qui ne cesse de vieillir à chaque recensement, où plus de 15 000 emplois manquent, provoquant l'exode des jeunes, la situation est explosive.

C'est dans cette situation que l'Union de la gauche allait ouvrir la campagne électorale pour les municipales. L'occasion était vraiment trop belle pour ne pas vanter les mérites du Programme commun.

La bataille entre les clans bourgeois allait être engagée : motions, lettres aux élus, il fallait paraitre «dignes, responsables devant ce problème humain et social qui provoque le découragement même des mineurs» selon le maire de Segré.

C'est sous l'impulsion du dénommé Dupuy, conseiller municipal d'une commune avoisinnante, responsable local de la FEN, se prétendant socialiste, que se constitue un «comité de défense des mines de fer».

Ce comité comporte un conseil d'administration composé de :

– 11 élus communaux
– 5 représentants des organisations syndicales (3 CGT, 2 CGC), la CFDT refusant de participer à cette mascarade.
– 7 autres personnes prises dans l'assistance (en fait tous au PCF et au PS).

Dans ce comité de «défense», la lutte des travailleurs il n'en est pas question, il veut :

– analyser les raisons des difficultés des mines.
– proposer des solutions pour essayer de les sauver.

Le PCF et le PS font circuler dans le Segréen une pétition qui place les mineurs complètement sous le contrôle de la bourgeoisie.

Mais dans son empressement à rallier à son comité de nombreuses personnalités bourgeoises de droite, les travailleurs du Segréen commencent à voir clair dans le jeu de l'arriviste Dupuy.

C'est à l'initiative de l'UL-CFDT de Segré que le 5 février la population est appelée à manifester «pour vivre au pays». Nul doute que le comité de notables essayera de récupérer cette journée de lutte.

Les travailleurs essayent de riposter et de mettre en place dans les boites des comités de soutien aux mineurs pour la sauvegarde de leur emploi (ce projet se débat en ce moment dans la CFDT).

Correspondant HR

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois (22 No)	32 F	70 F
3 mois (66 No)	95 F	210 F
6 mois (132 No)	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 30 226-72 – La Source

la France des luttes

Naussac (Lozère)

DES PAYSANS FONT LE BILAN DE LA LUTTE CONTRE LE PROJET DE BARRAGE

Interview

QUESTION - Que pensez-vous du rassemblement du 7 et du 8 août ?

REPONSE - Ça été un moyen pour la population de faire connaître l'endroit du barrage et les raisons du barrage

Cela a été une réussite pour nous. Ca mobilisé pas mal de monde, surtout de la région et des départements limitrophes et même nationalement.

Les syndicats ont reconnu que ce n'étaient pas des gens folkloriques. Ils ne croyaient pas qu'on puisse organiser quelque chose d'aussi régulier, d'aussi calme, ils s'attendaient à la pagaille.

Q - Qui vous soutient maintenant ?

R - Les syndicats ont pris position dans les journaux mais ils n'ont pas pris position sur le terrain, sauf le CDJA.

Ils nous soutiennent plus qu'il y a deux mois. Ils n'auraient jamais cru que les gardes mobiles viennent nous taper dessus.

Pour le PS, tous les parlementaires du val d'Allier sont PS et sont pour le barrage. Au niveau local, le PS nous soutient, mais au niveau national, ils sont pour : ça va leur rapporter.

A propos du PC, il est moins concerné que nous. Sa position c'était de prendre la tête, alors que c'est plutôt aux paysans de Naussac de mener la lutte, ce sont les premiers intéressés.

Les conseillers généraux de la Lozère avaient pris position contre le barrage, mais quand il s'est agi d'enlever les gardes-mobiles et le matériel, ils .e se sont pas prononcés : c'est qu'ils étaient pour.

Depuis la première marche à Langogne, avec les députés en tête, je n'ai jamais cru à ces gens-là. ils sont venus contrôler nos panneaux, ils n'en trouvaient point de valable. Il ne fallait donner des insultes à personne, il ne fallait rien faire.

J'ai discuté à Langogne avec un gars qui disait : «Langogne sans conseil municipal et sans maire, c'est la ruine». Je lui ai dit : «Arrête un peu : Langogne ne s'est jamais si bien porté sans maire».

Toutes les actions qu'on a menées, on a été soutenus par les gars de l'extérieur, qui nous ont drôlement soutenu, et ont peut leur tirer notre chapeau. Il y a des gars qui ont drôlement du mérite, on l'a vu n'importe quand.

Le curé de Naussac dit dans le «Pélerin» : «Que le barrage se fasse à Naussac, c'est tout à fait normal, parce que le projet a été étudié par des gens plus intelligents que les paysans de Naussac. Les paysans n'ont qu'une chose à faire : fermer leur gueule, c'est tout». C'est le curé qui dit ça et il nous faudrait accepter : c'est un scandale !

Q - Comment votre lutte va se faire maintenant ?

R - C'est suivant ce qu'ils feront sur le terrain contre nous. On est là pour résister et on résiste.

On fera des actions illégales et légales. Les deux. Ils violent les lois et tout. On est obligés nous aussi de les violer.

Ce qu'il faut reconnaitre, c'est qu'il n'y a pas eu assez d'informations sur le plan départemental, c'est regrettable.

Les paysans se rendant au rassemblement de Naussac les 7 et 8 août 1976.

Je crois que la meilleure information, c'est que les gens viennent sur place se rendre compte. L'autre jour, j'étais au pont, il y avait justement des agriculteurs de Saint-Chély. Jamais ils ne s'étaient imaginés ce que c'était Naussac. Tous, tous ils sont partis avec un serrement de cœur quand ils ont vu cette plaine, ça leur a fait mal au cœur. Ils ont trouvé que c'était inadmissible. Je crois que la meilleure information serait de faire venir les gens.

Q - qu'est qui a fait réagir les gens ?

R - De voir les gendarmes. Il n'y a eu que ça pour exciter les gens. A tous les coups que les gardes-mobiles soient venus, ça a été des points de gagnés pour nous.

Ça a mobilisé énormément : on était 60 %, maintenant on est 80 % de la population concernée, et il s'en ajoute tous les jours. Dernièrement un paysan qui était contre nous, alors que les bulldozers étaient sur son terrain, il les a sortis, et il est venu avec nous en disant : «Ça ne va plus ça !» Il a compris ce qui l'attendait.

Il y a plus que les paysans de Naussac qui sont concernés, c'est tout le département. Quant il n'y aura plus les 1 200 ha et les habitants de Naussac pour payer des impôts, ça va se répartir sur toute la Lozère. Il y a le Parc national des Cévennes, le parc de Sainte-Lucie à Marvejols, il y a les mines d'uranium qui vont engloutir tout un paquet, c'est inadmissible. Il y a le barrage de Naussac, demain ce sera Grandrieu, ce sera Saint-Chély, ce sera n'importe où...

Ce qui est bien, c'est qu'on est arrivé à une bonne solidarité à Naussac. Il y en a certains qui ne se montrent pas, mais quand il y a quelque chose à faire, ils sont là pour repousser les gars qui viennent essayer de les sortir.

Nous avons toujours refusé de prendre contact avec qui que ce soit, parce qu'on estime que la Somival c'est de la fumisterie : ils sont en train d'intoxiquer les gens, de leur promettre le ciel et la lune ! C'est uniquement pour faire les achats à l'amiable. Nous avons toujours refusé. On les toujours foutus dehors ! Les offres à l'amiable, on n'a jamais répondu, donc on va aller à l'expropriation. Sur le Larzac, les gens sont allés à l'expropriation et sont toujours restés !

Propos recueillis par notre correspondant en Lozère.

Calberson Le Mans

Création d'une section CFDT

LES TRAVAILLEURS SE REGROUPENT SUR DES BASES DE CLASSE

Les travailleurs de Calberson-le-Mans viennent de créer une section syndicale CFDT par la fusion de l'ex-syndicat-maison SICEF et de l'ex-section CGT. C'est une victoire pour les travailleurs et une défaite pour le patron et les agents de la bourgeoisie infiltrés dans les syndicats.

Pour le comprendre il faut connaitre l'histoire du mouvement syndical chez Calberson-le-Mans.

– Jusqu'en 1969 : un seul syndicat ; le syndicat jaune des routiers (CNSF-Confédération Nationale des Salariés français), pseudos-syndicalistes achetés par la direction.

– En 1969. La direction du groupe Calberson crée son syndicat-maison le SICEF (Syndicat Indépendant Calberson et Filiale). Au Mans, le directeur contacte des chauffeurs pour lancer ce syndicat. Les responsables SICEF s'engagent alors dans la voie du réformisme et de la collaboration de classe (mieux vaut biaiser qu'affronter le patron – mieux vaut négocier que lutter...)

– En 1971, quelques travailleurs forment un syndicat CGT sur une base de classe et affrontent ouvertement le patron. La répression ne se fait pas attendre : licenciement, et réintégration de force à 2 reprises du délégué syndical, mises à pied, avertissements et sanctions de toutes sortes.

La direction réussit dans une certaine mesure à réduire l'influence de la section, elle séme le vide autour d'elle par la répression et la pression idéologique (dénonciation des «communistes, groupe politique, anarchistes gauchisants»...). Mais elle ne réussira jamais à l'éliminer de l'entreprise. Ce fut son premier échec.

Son deuxiéme a été l'évolution de la section SICEF. Sous l'impulsion d'un nouveau délégué syndical, ce syndicat défendait depuis 1975, de plus en plus fermement, les revendications des travailleurs. Il n'hésita pas en octobre 1975 à diriger une grève, la premiére chez Calberson.

Cette grève est démocratique, toutes les décisions sont prises en assemblée générale, déterminée puisque le préavis, obligatoire selon la convention collective, n'a pas été respecté, victorieuse, a permis à tous les travailleurs de l'entreprise de clarifier les choses.

Pour la grève : les délégués de l'entreprise SICEF et CGT qui dirigeaient la lutte.

Contre la grève : les syndicats des routiers qui estimaient avoir suffisamment obtenu ; le responsable SICEF de Paris (Arthus) descendu à la hâte pour nous faire reprendre avec des miettes.

– L'union départementale CGT n'a pas été prévenue par le délégué syndical qui n'avait aucune confiance en elle.

Au lendemain de la grève, la section CGT lança le mot d'ordre : pour un syndicat unique de classe et de masse chez Calberson.

Cette idée a cheminé un an et vient d'aboutir aujourd'hui. C'est un rejet de la collaboration de classe d'où qu'elle vienne, du syndicalisme patronal comme des révisionnistes infiltrés à l'Union départementale CGT.

Le délégué syndical CGT a démissionné en dénonçant dans la lettre à l'Union départementale la politique de collaboration de classe et d'inféodation au Programme commun. Les responsables du SICEF se sont opposés au dirigeant vendu du SICEF, Arthus.

Les travailleurs de Calberson viennent bien de remporter une victoire, même s'il reste beaucoup à faire, même si les conditions du combat restent difficiles, ils se sont renforcés dans l'action.

Un travailleur marxiste-léniniste de Calberson

SGEN-CFDT

OPERATION «SOUPE POPULAIRE»

Le 26 janvier, le SGEN-CFDT de Seine St Denis a organisé une opération soupe populaire devant les locaux de l'inspection académique de Bobigny pour protester contre le non payement des petites vacances pour de nombreux instituteurs suppléants éventuels.

Une délégation a été reçue, l'administration a répondu qu'elle ne pouvait fournir de réponse définitive à ce jour.

Devant cela le SGEN-CFDT a décidé de revenir en masse chercher la réponse mercredi 2 février.

Ensuite les enseignants SGEN ont organisé une manifestation pour faire connaitre ce scandale et appeler à l'action contre le non remplacement des maitres du centre commercial Rosny II.

Correspondant HR

Femmes dans le combat

LE VIOL EST UN CRIME

Les faits montrant l'oppression et le mépris des femmes engendrés par le régime capitaliste ne manquent pas : un exemple particulièrement révélateur est le nombre de viols commis chaque année dans notre pays : 2 459 viols (déclarés) ont été commis en 1976. Les viols réels doivent être en fait beaucoup plus nombreux ; beaucoup de femmes qui en sont victimes répugnant à porter plainte.

Avant tout le viol doit être dénoncé comme un acte criminel révoltant. Mais en plus, à travers le viol, c'est la conception bourgeoise de la femme qui est représentée. D'un côté, le viol traduit la conception de la femme-objet : c'est la violence contre les femmes traitées comme des choses. Quand cela ne va pas jusqu'à l'agression physique, le viol est constant à travers les affiches publicitaires, la radio, la télé. De l'autre côté, le viol reflète l'idéologie bourgeoise de la virilité : reconnaissance de l'autorité de l'homme, de sa puissance, de son pouvoir brutal, de son autorité patriarcale.

Que représente le viol ?

La société bourgeoise a été totalement inactive devant l'horreur des viols commis contre des femmes, souvent même des enfants, viols qui laissent des séquelles psychologiques p rofondes. La justice, à propos des viols, montre encore une fois clairement qu'elle n'a rien de juste, mais qu'elle est au service de la société bourgeoise et de son idéologie.

En effet, les procès pour viols se terminent très souvent par des non-lieux ou des acquittements pour le violeur. Les violeurs sont rarement condamnés, par contre les femmes victimes se retrouvent souvent accusées... d'avoir été consentantes ou d'avoir provoqué involontairement le viol !

La bourgeoisie qui se vante sans cesse de libérer la femme, et de lui donner tous les droits, considère pourtant dans les faits que certains actes sont en quelque sorte «passibles de viol» : se promener seule, particulièrement le soir, vivre seule, etc.

A ce propos, un questionnaire en usage dans les commissariats anglais est une véritable caricature : une liste de questions est posée à la femme victime, questions auxquelles elle ne doit pas répondre «oui» sous peine de voir le violeur acquitté.

Répondre «oui» est considéré comme une preuve d'incitation au viol. Voici certaines de ces questions :

– «Etes-vous célibataire ou divorcée ?»

– «Connaissiez-vous votre violeur ? Avez-vous déjà pris un verre avec lui ?»

– «Vous promeniez-vous en jupe courte ou corsage décolleté ? L'endroit où vous avez été agressée était-il désert ?»

– «Avez-vous évité de lui résister de peur des blessures ?»

– «Après le viol, vous êtes-vous reposée, avez-vous pris un bain, avez-vous laissé passer un laps de temps quelconque avant de prévenir le commissariat de police»

Peut-on alors parler d'autonomie sociale et de libération quand le «risque de viol» est jugé normal et non condamnable par la société bourgeoise et sa justice ?

Dans les procès pour viol, la femme est presque toujours l'accusée parce que la société bourgeoise méprise fondamentalement les femmes. Mais la catégorie sociale des violeurs intervient.

S'il s'agit d'un immigré, victime lui-aussi de l'oppression de la société, il risquera une petite condamnation – signalons au passage qu'il y a en France peu de viols commis par des immigrés, contrairement à la propagande raciste répandue par la bourgeoisie (1 sur 10 environ).

Par contre, si le coupable est un patron, il sera à coup sûr, acquitté (quand il sera jugé !).

Citons par exemple le cas de Viviane et Jean-Paul Azuelos.

Viviane, 17 ans, a été violée par son patron. Elle l'a dit à son fiancé qui, révolté, a frappé le patron en question. Résultat : le fiancé est accusé et arrêté parce qu'il a osé s'attaquer au patron-violeur. Non seulement le patron n'est pas condamné, mais il devient victime, par contre Viviane, la victime n'est pas défendue, mais elle passe en procès et risque la condamnation, pour complisité d'agression après avoir vu son fiancé et sa famille condamnés pour coups et blessures !

Ce cas est loin d'être exceptionnel. Fréquemment des ouvrières, des employées sont contraintes d'avoir des relation sexuelles avec leurs chefs, sous peine de licenciement !

Dans la société capitaliste actuelle où règne l'idéologie bourgeoise, le viol n'est pas reconnu comme un crime, dans le pire des cas, les procès pour viol se retournent contre les victimes, dans le meilleur ils sont des procès pour «coups et blessures» qui ne dénoncent jamais la véritable nature du viol : crime et oppression contre la femme.

Cette situation faut-il l'accepter passivement jusqu'à ce que la révolution prolétarienne remette bon ordre ? Les marxistes-léninistes savent que la cause profonde du viol réside dans l'idéologie bourgeoise de mépris de la femme.

En conséquence seul le socialisme peut fondamentalement supprimer les viols, en éduquant les masses à respecter les femmes, et en donnant à celles-ci une autonomie véritable.

Mais devons-nous accepter les viols, chaque jour, en attendant le socialisme ? Certainement pas. Dans la société actuelle, que pouvons nous faire ?

–dénoncer les viols, mais refuser de lutter contre eux sous prétexte de ne pas s'en remettre à la justice en prétextant que de toute façon c'est une justice de classe ? On s'aperçoit rapidement que cette solution n'en est pas une, elle revient à tolérer le viol. Seul le fait qu'un acte soit poursuivi le désigne comme un crime.

Sans s'en remettre pour autant à le justice bourgeoise, on ne peut tolérer l'oppression que représente le viol pour les femmes.

Faire reconnaitre par la bourgeoisie que *le viol est un crime, démasquer au grand jour les parodies* de procès est un premier pas important dans la lutte contre le viol.

Sous prétexte que l'on n'est pas d'accord avec les formes de la répression bourgeoise, doit-on laisser des crimes se commettre contre les femmes ? Non sans doute. Sans approuver les formes de la justice bourgeoise, ce qu'on approuve c'est que le viol soit reconnu comme un crime, et les femmes violées comme des êtres humains, victimes d'agressions particulièrement odieuses.

Exiger que des procès exemplaires aient lieu, ce n'est pas s'en remettre à la justice bourgeoise, mais au contraire, montrer clairement les crimes inhérents à la société et le rôle de la justice bourgeoise.

A l'heure où la justice bourgeoise «légalise» le viol, le minimise en trouvant des «provocations» et des «consentements» venant des femmes, avec toutes les femmes victimes de cette idéologie et justement révoltées contre elle, nous devons lutter pour que le viol soit reconnu comme un crime, et la femme violée comme une victime et non comme une complice.

DES FEMMES S'EVEILLENT AU COMBAT ANTI-IMPERIALISTE

Nous reproduisons ci-dessous le témoignage d'un groupe de femmes qui montre l'ouverture politique qu'un tel groupe peut susciter. Non pas en les cantonnant étroitement dans ce domaine de leurs seules revendications mais en leur permettant une prise de conscience politique sur des questions où elles s'entraident à y voir clair et à agir.

Nous sommes un groupe de femmes sur un quartier HLM de la région parisienne.

L'une d'entre nous, Réunionnaise, étant allée passer ses vacances à la Réunion cet été, nous avons fait sur le quartier un passage de diapositives avec débat sur les TOM-DOM («Départements» et «territoires» d'outre-mer), et plus particulièrement sur l'île de la Réunion.

Au départ, nous étions toutes totalement ignorantes de la situation là-bas.

On a cherché et trouvé avec du mal, quelques documents, tous malheureusement introuvables en librairie («Indépendance pour les colonies françaises» - CILA ; «La Réunion, département français» - J.C. Leloutre et «Dossiers du monde sur les DOM-TOM», janvier 75).

En confrontant ces informations avec l'expériences des Réunionnais du quartier, nous avons peu à peu compris la réalité :

– Que la Réunion est un pays hospitalier, au climat sain, qui ne doit sa misère qu'à la colonisation ; que ce n'est que depuis que la France y a introduit la monoculture de la canne que la balance commerciale est constamment en déficit, déficit qui s'aggrave d'année en année, parce qu'on a rendu la Réunion totalement dépendante de la métropole (tout est importé, *même le sucre*, qui est raffiné en France et vendu bien plus cher qu'ici). Le bénéfice des exportations (canne, vanille, géranium et vétiver pour la fabrication des parfums) ne profite qu'à quelques privilégiés.

– Qu'on fait croire au peuple réunionnais qu'il a «besoin» de la France, qui lui fournit des centaines de millions d'«aide». Mais ces centaines de millions d'«aide» que la France fournit «généreusement», ne profitent *en rien* au peuple. On fait des constructions de prestige, comme la nouvelle route en corniche ou le Club Méditerranée, qui ne profitent qu'à une minorité pendant que pour la majorité, c'est la misère :

* 55 % des personnes actives sont sans travail, et il n'y a pas d'allocation de chômage

* le SMIC est à 989 F (1 640 F en France) alors que la vie est en moyenne 2 fois plus chère qu'ici.

– Que l'oppression culturelle est totale. La langue parlée est le créole réunionnais. Tous les enfants vont à l'école, mais ils n'y comprennent rien car le maitre, s'il parle créole, est sanctionné. Ce qui fait que les enfants n'apprennent rien à l'école.

– Que la France ne reste là-bas que parce que :

* c'est un débouché pour son industrie

* ça permet à toute une clique de profiteurs de s'enrichir facilement (Debré, Barre, etc.)

* c'est une source de main d'œuvre à bon marché (le BUMIDOM ne paye que l'aller. Et arrivé en France, ce n'est pas l'emploi assuré qu'on avait promis, et plus d'un tente de se suicider au «foyer d'accueil»).

* c'est une base stratégique dans l'océan Indien. C'est pour la même raison que la France s'accroche à Mayotte, très bonne rade en eau profonde utilisée par les alliés pendant la dernière guerre.

Au fur et à mesure que passaient les photos, tout cela est ressorti clairement du débat. Ce qui est clair, aussi, c'est que l'indépendance, pour une petite île comme ça, c'est difficile, mais c'est possible.

– Parce que les ressources de l'île sont nombreuses et peuvent nourrir le peuple. Déjà pendant la guerre de 39-45, lorsque la famine menaçait parce que l'île était coupée de la France, on a arraché les cannes et planté des cultures vivrières, et on a réussi à vivre. Et la mer, par là, est très poissonneuse mais n'est exploitée actuellement que par les soviétiques et les Japonais.

– Parce que le peuple réunionnais est courageux et prêt à la lutte. On vient de retrouver un homme qui avait tué un gendarme il y a 6 ans. Pendant tout ce temps, le peuple l'a caché.

Le Parti «communiste» réunionnais fait illusion en ne proposant que de fausses solution :

* le vote alors qu'il est clair que la fraude électorale rend le vote impossible pour le peuple réunionnais ; bien souvent, il n'y a même pas d'isoloir, un seul bulletin et plus d'un s'est retrouvé avec le couteau dans le dos pour avoir quand même essayé de voter selon ses opinions.

* l'autonomie, c'est-à-dire un exécutif réunionnais en gardant le lien privilégié avec la France. Ceci ne remet pas en question les structures coloniales.

Ce que nous montre ce petit travail, c'est qu'il ne faut pas regarder notre faiblesse (nous n'étions au départ que quelques femmes ignorantes) mais la force des masses. Toutes ces amies réunionnaises nous ont beaucoup appris !

Pour nous d'autre part, ce travail de notre groupe est un exemple, certainement très modeste, de travail de masse anti-impérialiste.

Un groupe de femmes.

culturel

A la télévision du 31 janvier au 8 février

Lundi 31 janvier
TF1 20 h 30
«LES TEMPS MODERNES»
CHARLIE CHAPLIN

A travers ses films, «Charlot» est un seul et unique personnage : «L'homme», aussi nommé «clown». Il fait rire et pleurer par la simple expression, la plus dépouillée possible, des «sentiments éternels» qui l'habitent , tels l'amour, la peine, etc. Chacun de ses films met en scène cet «homme», affronté au monde qui lui est étranger. Dans ce monde il est toujours le «pommé» ; celui qui suit son bonhomme de chemin tout seul malgré les embûches que dresse la «société». C'est le cas dans «les Temps modernes» où Charlot est confronté à la grande industrie et la «civilisation» américaine.

Scène très révélatrice : un camion perd le chiffon rouge qui balise son chargement. Charlot le ramasse et court derrière le camion pour lui rendre. Par hasard une manifestation ouvrière passe par là et la police arrête Charlot comme meneur. Il se trouve donc pris dans un monde qui n'est pas le sien et qu'il ne comprend pas. Il n'est pas difficile de discerner l'idéologie individualiste de l'"«homme éternel» qui n'est pas vraiment partie prenante des problèmes sociaux. Il faut dire cependant que, même limité, le film de ce soir représente une des rares critiques du système social dans le cinéma américain.

L'humour de Char Chaplin est souvent grinçant. Charlot à le don de déchainer sur lui tous les malheurs possibles, à commencer par les flics.

Et ces malheurs sont ceux qui touchent quotidiennement les gens du peuple. C'est une sorte d'humour du quotidien, infiniment plus corrosif que les gags abracadabrants des Marx-brothers ou de Jerry Lewis et qui provoque souvent l'émotion en même temps que le rire.

Mercredi 2 février
TF1 22 h
LES CONTES DU SOLSTICE

La Camargue, ses chevaux, ses taureaux, la corrida, les guardians. Un mode de vie au rythme de la nature : voilà ce qu'on montre aux travailleurs des villes pour leur procurer un peu «d'évasion». Ces images dignes de Marcel Pagnol recouvrent une autre réalité.

C'es: d'abord ces guardians qu'on a «conservé» dans la réserve protégée et que l'on montre aux touristes. Mais c'est surtout l'exploitation des travailleurs immigrés saisonniers dans les rizières et dans les vignes des grands domaines de Camargue.

C'est tous les travailleurs qui ont dû descendre du Nord ou de l'Est de la France pour travailler. à Fos et qui depuis 5 ou 6 ans habitent dans des caravanes au milieu des moustiques, sans que rien ne soit prévu pour les accueillir. C'est les travailleurs immigrés entassés dans des baraquements loin de tout village.

La télévision ne parlera pas bien sûr des travailleurs de la région qui ont payé de leur vie la construction de Fos, il y avait un accident du travail presque chaque jour. Elle ne parlera pas non plus des monopoles français, allemands , américains et russes qui exploitent les travailleurs.

Jeudi 3 février
A 2 22h
LES PEINTRES PAYSANS CHINOIS

Exceptionnellement à la télévision un film essaie de rendre compte de la réalité chinoise sans la déformer.

C'est l'émission sur les peintres-paysans chinois. En Chine, l'art n'est pas le fait d'une élite. En Chine, il n'y a pas de centre Beaubourg pour enfermer les artistes. C'est au fur à mesure des grands bouleversements sociaux tels que le Grand Bond en avant en 1958, la Révolution culturelle prolétarienne plus récemment qu'est apparu l'art nouveau.

Art nouveau par le contenu, il montre le peuple, ses héros et la Chine qu'ils transforment.

Art nouveau par sa forme : elle est adaptée au contenu des œuvres, s'enrichit de nouvelles techniques y compris celles de l'Occident. Il fallait transformer l'art ancien, il n'est pas neutre et fait partie de l'héritage culturel de la société qui l'a créé. Si on ne le transforme pas c'est cette société qu'il continuera de refléter.

Une œuvre d'un peintre-paysan de Hou Sien représentant la station d'achat et de vente de la commune.

Si l'art socialiste n'occupe le terrain, c'est l'art capitaliste, déjà présent, qui l'occupera.

Parce que l'art en Chine est fait pour les ouvriers, paysans et soldats, il doit être compris et aimé par eux, il doit montrer leur vie nouvelle, la lutte qu'ils mènent pour la transformation de la société.

Les œuvres sont imprégnées de la force des hommes animés de l'idéal socialiste, elles expriment les mœurs nouvelles, la solidarité des travailleurs, la lutte des peuples du monde entier de l'Indochin e à l'Afrique : «Nous voulons peindre la réalité et l'idéal» disent les peintres-paysans de Hou Sien. Il faut noter aussi la qualité technique des œuvres : rien à voir avec les peinture naives que font les non-professionnels en France. En effet, sous la direction du Parti communiste chinois, les artistes-professionnels vont travailler dans les usines et dans les champs pour s'éduquer auprès des ouvriers et des paysans, et pour leur apprendre les techniques de base de la peinture et des arts.

Au moment où la bourgeoisie poursuit sa campagne de calomnies contre la dictature du prolétariat en Chine, nous devons saisir cette occasion pour expliquer l'édification du socialisme et la lutte contre la bande des Quatre en Chine. Un film à voir et à faire voir.

Vendredi 4 février
FR 3 21 h 30
LES GRANDES BATAILLES DU PASSE : WATERLOO (1815)

C'est l'histoire vue à travers les grands hommes qui gagnent... ou perdent les grandes batailles.

Waterloo c'est la dernière grande bataille de Napoléon. «Napoléon, lui, créa à l'intérieur de la France les conditions grâce auxquelles on pouvait désormais développer la libre concurrence, exploiter la propriété parcellaire du sol et utiliser les forces productives industrielles libérées de la nation tandis qu'à l'extérieur il balaya partout les institutions féodales dans la mesure où cela est nécessaire pour créer à la société bourgeoise en France l'entourage dont elle avait besoin sur le continent européen». (*Marx : le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte).*

Voilà ce qu'il fallait préciser avant cette émission qui montre l'histoire sous son côté anecdotique tout en renforçant le mythe créé autour de Napoléon.

Le 12 avril 1871 la Commune décida de renverser la colonne Vendôme, symbole du chauvinisme et de l'excitation des peuples à la discorde que Napoléon avait fait couler après la guerre de 1809 avec les canons conquis.

ORTF

La lutte des artistes interprètes se poursuit

Heureusement que les réserves de films des sociétés de télévision sont grandes. En effet, les syndicats d'artistes-interprètes anglais et américains bloquent la sortie des films (les États-Unis et l'Angleterre sont les principales sources d'approvisionnement de la télévision française). Il faut rappeler que pour augmenter leurs profits, les sociétés de télévision ne créent quasiment plus de films en France et achètent des films à l'étranger jetant au chômage nombre d'artistes-interprètes.

Contrairement aux bruits que répand la bourgeoisie, la grève tient toujours, les piquets sont organisés. Seule la direction de l'USDA (autonome) a appelé à la reprise ce qui a provoqué une scission de ceux qui voulaient poursuivre le mouvement.

Les réalisateurs qui ont suspendu leur grève se sont engagés à ne pas remplacer d'artistes-interprètes en grève. La revendication principale des artistes-interprètes c'est une programmation annuelle minimum garantie de 180 h et non pas 130 h comme nous l'avions écrit dans un précédent article. 130 h c'est ce que propose la direction aux grévistes.

De même que l'école, la télévision est un appareil idéologique d'État au service de la bourgeoisie. Son rôle c'est de dispenser l'idéologie bourgeoise pour maintenir les travailleurs dans l'exploitation. Ce n'est qu'avec la Révolution prolétarienne et le renversement de l'État bourgeois que seront détruits l'école bourgeoise et tous les autres instruments de propagande de la bourgeoisie.

De même qu'il est juste de soutenir les luttes des enseignants et des maitres-auxiliaires au chômage, il est juste aussi de soutenir la lutte du personnel de la télévision.

Ce n'est que dans la lutte que les travailleurs de ce secteur prendront conscience du rôle que l'État leur fait jouer et dénonceront le caractère corporatiste que les révisionnistes du PCF veulent donner à la grève.

Eux-aussi cherchent à renforcer leur influence chez les artistes-interprètes pour s'infiltrer dans l'appareil idéologique d'État.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

l'Humanité Rouge

Portons haut-levé les trois nouvelles bannières du Parti communiste d'Indonésie et luttons résolument pour accomplir la révolution populaire démocratique en Indonésie !

C'est sous ce titre qu'une déclaration a été récemment publiée par la délégation du Comité central du Parti communiste d'Indonésie (PKI) pour marquer le 10e anniversaire de la publication d'un document historique : «L'autocritique du Bureau politique du Comité central du PKI». La déclaration est signée de Jusuf Aditorop, membre du Bureau politique et chef de la délégation du Comité central du PKI.

La déclaration affirme :

La publication en septembre 1966, du document «Autocritique du Bureau politique du Comité central du PKI» marqua un tournant dans l'histoire du PKI. Ce fut un événement historique, de la plus haute importance dans la lutte de la classe ouvrière et du peuple indonésien pour la libération nationale complète et pour l'établissement de la démocratie populaire en Indonésie. Dans ce document, le Bureau politique posait le premier pas de l'établissement d'une ligne et d'une voie compréhensible et scientifique à suivre pour la révolution indonésienne, dans les domaines idéologique, politique et organisationnel, adapté à la situation concrète de la révolution. Ce document est depuis lors devenu une puissante arme des communistes et du peuple révolutionnaire indonésien pour le développement et l'accomplissement de la lutte de libération nationale.

Rappelant le rude processus qui précéda à l'adoption de *«L'autocritique du Bureau politique»*, la déclaration souligne que c'était dans les difficiles conditions résultant de la terreur blanche déclenchée par le régime militaire fasciste de Suharto, que le Bureau politique du Comité central du PKI engagea les communistes dans un mouvement de critique et d'autocritique à l'intérieur du parti, en profondeur et dans la voie marxiste-léniniste. Au cours de la critique et de l'autocritique, le Bureau politique tira les leçons de la ligne erronée opportuniste-révisionniste, qu'avait suivie le parti dans la période 1951-1965 ; il dégagea les grandes expériences de la lutte du parti dans le passé, et sur cette base il fit ressortir et définit les Trois nouvelles bannières du parti et la voie correcte à suivre par la Révolution indonésienne — la voie de la lutte armée révolutionnaire qui est en essence la révolution agraire armée de la paysannerie, sous la direction du prolétariat.

«L'autocritique du Bureau politique», souligne la déclaration, a engagé le parti dans la juste voie de la révolution et sur une position de classe prolétarienne dans la direction de la révolution indonésienne. Elle a soudé les communistes indonésiens dans une même détermination à porter haut levées les Trois nouvelles bannières du parti et à avancer sur la voie de la lutte armée révolutionnaire. *«L'autocritique du Bureau politique»* fut un vibrant appel lancé à la classe ouvrière, à la paysannerie et à toutes les forces révolutionnaires anti-impérialistes et anti-féodales d'Indonésie, pour qu'elles s'unissent et lancent une nouvelle lutte pour accomplir la révolution démocratique populaire.

Dressant un tableau de la situation en Indonésie durant ces 10 dernières années, la déclaration démasque le caractère antinational, antipopulaire et anti-communiste du régime Suharto, expression concentrée du pouvoir de l'impérialisme, avant tout et surtout de l'impérialisme américain, des classes du capitalisme bureaucratique, de la bourgeoisie compradore et des grands propriétaires terriens. La contradiction entre les larges masses du peuple et le régime de Suharto est devenue de plus en plus aiguë. Les ouvriers, paysans, pêcheurs, jeunes et étudiants, les pauvres des villes et les autres couches du peuple se réveillent et lancent des luttes de formes diverses, pour s'opposer et résister à l'oppression et à l'exploitation.

La déclaration fait ressortir que l'agression du régime Suharto contre le Timor-Oriental, et l'annexion de ce pays, n'ont fait qu'augmenter ses difficultés monumentales. Le peuple du Timor-Oriental, dirigé par le FRETILIN, est fermement engagé dans la guerre de résistance pour défendre l'indépendance et la souveraineté de la République démocratique du Timor-Oriental et pour réduire à néant l'action colonialiste du régime de Suharto. Les troupes agressives de Suharto se prennent de plus en plus dans le filet de la guerre populaire, fait qui pourrait éventuellement causer sa défaite complète, ajoute la déclaration.

Le peuple indonésien, qui ne peut tolérer que le régime envahisse et agresse le Timor-Oriental, combat maintenant au coude-à-coude avec le peuple frère du Timor-Oriental, contre l'ennemi commun.

La déclaration dit aussi : la situation se développe dans un sens des plus favorables aux forces de la révolution. Cela confirme pleinement l'analyse faite par le Bureau politique, il y a 10 ans. Le peuple indonésien est un peuple héroïque, un peuple aux traditions révolutionnaires. Indépendamment de la brutalité et de la cruauté de l'exploitation et de l'oppression auxquelles le soumet le régime de Suharto, il continue la lutte avec persévérance. Bien que subissant des revers certains, les communistes indonésiens ont aussi fait des progrès dans la direction du peuple révolutionnaire indonésien sur la ligne tracée dans le document *«L'autocritique du Bureau politique»*. Toute l'expérience, aussi bien positive que négative, qu'ils ont accumulée dans la lutte tortueuse, les a armés de précieuses leçons, pour être capables d'appliquer à la situation concrète la ligne fixée par le document ; pour être capable d'élever leur capacité d'exécuter les tâches fixées par les Trois nouvelles bannières du parti.

La déclaration poursuit : les communistes indonésiens appliquent avec une résolution inébranlable, les tâches urgentes fixées par la premiere bannière, à savoir *«Reconstruire le PKI en parti marxiste-léniniste, exempt du subjectivisme, de l'opportunisme et du révisionisme moderne»*. Bien que les réactionnaires au pouvoir n'aient jamais cessé d'essayer d'anéantir le PKI et d'exterminer les communistes, ceux-ci, plus formés dans la lutte, ont poursuivi le travail de reconstruction de l'organisation PKI, le cœur de la lutte révolutionnaire, profondément implanté au sein des masses du peuple travailleur. La reconstruction du parti sert la lutte armée, avec comme accent principal le travail dans les zones rurales et le travail clandestin. La mise en pratique des tâches de reconstruction du parti ne peut être séparée de la mise en pratique de la tâche d'étude consciencieuse du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung d'élever notre capacité d'application de la vérité universelle du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung à la pratique concrète de la révolution indonésienne. Elle ne peut être séparée de la réalisation de la tâche d'extirper le subjectivisme et de mener une lutte implacable contre le révisionnisme moderne et l'opportunisme de tout poil et de toutes couleurs. Tout spécialement aujourd'hui que le social-impérialisme soviétique intensifie ses activités conspiratrices avec le régime de Suharto et se fait plus actif dans la manipulation de la poignée de renégats révisionnistes indonésiens à Moscou pour saboter la révolution indonésienne, les communistes indonésiens doivent être plus résolus que jamais à développer la lutte contre le révisionnisme moderne dont le centre est la clique renégate révisionniste soviétique.

La déclaration met aussi en évidence que la reconstitution du PKI, qui se développe à condition de mener une dure lutte contre l'interdiction fasciste, est étroitement liée à la mise en application des deux autres tâches urgentes, exposées respectivement dans la seconde et la troisième bannière du Parti (la lutte armée populaire et l'édification d'un front - uni révolutionnaire — note de l'API).

Sous la seconde bannière, dit le déclaration, les communistes indonésiens doivent mener à bien la tâche urgente de *«créer les conditions nécessaires à une révolution agraire armée des paysans sous la direction du prolétariat.»*.

Partant des lois de la révolution dans les pays coloniaux, semi-coloniaux et semi-féodaux et se basant sur l'expérience de lutte révolutionnaire du peuple indonésien, le Bureau politique dressa sans équivoque la conclusion que la voie de la révolution indonésienne ne pouvait être autre que la voie de la lutte armée prolongée, la voie de l'édification de bases révolutionnaires dans les campagnes, de l'encerclement des villes par les campagnes et finalement la prise des villes et la libération de tout le pays.

La déclaration met en évidence que les révisionnistes modernes ont fait l'impossible pour nier cette voie révolutionnaire; ils ont clamé que suivre cette voie conduisait à négliger le rôle de la classe ouvrière et à surestimer le caractère des paysans. C'est un prétexte archi-révisionniste avancé pour renoncer à la révolution et promouvoir la *«voie pacifique»*, précise la déclaration.

Au contraire les communistes indonésiens s'en tiennent fermement à leur point de vue que sans que les paysans se lèvent dans une révoution agraire armée dirigée par la classe ouvrière, il est impossible de conduire la révolution démocratique populaire à la victoire.

Tout en memant la lutte armée, les communistes indonésiens doivent aussi mener à bien la tâche exposée dans la troisième bannière du Parti qui est *:«édifier un front-uni révolutionnaire des classes et groupes anti-impérialistes et anti-féodaux, sur la base de l'alliance ouvriers-paysans et sous la direction de la classe ouvrière»*.

L'expérience tirée de plus d'une dizaine d'années de domination militaire fasciste de Suharto montre que de larges couches du peuple sont soumises à l'oppression et à l'exploitation d'une petite minorité composée des classes les plus réactionnaires de pays.

Le peuple de différentes couches sociales a commencé à se dresser et à manifester sa haine, sous des formes d'opposition et de résistance variées. Par l'application conséquente de la juste politique définie dans *L'«autocritique du Bureau politique»* et son nouveau programme, le PKI sera à coup sûr capable de transformer la lutte populaire en un torrent révolutionnaire unique et puissant qui pourra balayer le règne du régime de Suharto et ouvrir la voie à l'édification d'un nouvelle Indonésie, libre et démocratique, d'une Indonésie basée sur la démocratie populaire, en tant qu'étape de transition vers le socialisme.

La déclaration conclut : Tout le Parti est fermement résolu à suivre la voie de la révolution indiquée par *«L'autocritique de Bureau politique du Comité Central du PKI»*. En appliquant la vérité universelle du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung, en élaborant résolument les Trois Nouvelles Bannières,en s'en tenant fermement au principe «compter sur ses propres forces», en défiant et en étant prêts à combattre et à braver les difficultés, en étant pleinement lié aux masses, en mobilisant et en organisant les masses et tout spécialement les paysans, de manière approfondie et sur une large échelle, le PKI sera à coup sûr capable de surmonter toutes les difficultés et d'accomplir sa mission historique : conduire la révolution démocratique populaire à son heureux achèvement.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1977